

France Stratégie - Climat : Comment agir maintenant ?

Comment renforcer la participation des jeunes au débat sur le changement climatique ? (Par Pierre MANENTI, Vice-Président de CliMates)

L'année 2015 a travaillé en profondeur l'opinion publique française en matière de sensibilisation aux changements climatiques. L'accueil de la COP21 à Paris, en décembre 2015, l'engagement des pouvoirs publics, de nos administrations, des collectivités territoriales, de nos entreprises et le lancement de nombreuses initiatives citoyennes ont mis en évidence une urgence à agir pour protéger notre planète. Chacun d'entre nous a aussi pris conscience de l'importance de s'engager, à titre collectif et à titre individuel, de participer aux efforts entrepris pour diminuer notre empreinte sur la nature et pour prendre résolument le chemin d'une nouvelle croissance à la fois verte et durable.

Première concernée par cette transformation de notre société et de nos modes de vie, la jeunesse n'a pas manqué le rendez-vous de la COP21. Plusieurs structures françaises ont oeuvré à faire entendre la voix des jeunes dans les grands rendez-vous nationaux et internationaux sur le climat tout au long de l'année passée. Elles ont ponctué les débats du Sommet mondial des entreprises (*Business and Climate Summit* de Paris, en mai 2015), du Sommet méditerranéen pour le climat (*MEDCOP21* de Marseille, en juin 2015) et du Sommet mondial des territoires (*World Summit of Climate and Territories* de Lyon, en juillet 2015). Elles étaient également présentes lors de la COP21, invitées par le Ministère des Affaires étrangères et le Ministère de l'Environnement, à avoir un représentant au sein de la délégation française.

En novembre 2015, quelques jours avant le début de la COP21, cinq associations françaises, CliMates, les Scouts et Guides de France, Avenir climatique, le REFEDD et le mouvement WARN!, ont organisé une grand-messe de la jeunesse sur le climat à Villepinte, au nord de Paris : la 11ème Conférence internationale de la Jeunesse (COY11). Placé sous le haut-patronage du Secrétariat général des Nations Unies pour le Changement climatique (UNFCCC) et organisé avec le soutien de la Présidence de la République, cet événement a réuni 8 000 jeunes du monde entier autour de trois journées d'échanges et de débat, de conférences et de présentation de projets, et s'est conclu par une déclaration officielle de la jeunesse mondiale, remise à l'attention des chefs d'Etat réunis à Paris.

Ces efforts ne sont pas restés à ce premier stade et la perspective de la COP22 de novembre prochain, à Marrakech, au Maroc, a renforcé plus encore cette dynamique jeune au sein des négociations sur le climat. Un rapport sur la participation des jeunes aux discussions internationales sur le changement climatique est en cours de rédaction sous la direction de plusieurs structures d'ampleur internationale (YOUNGO, CliMates), un réseau méditerranéen des associations de jeunes protecteurs de l'environnement est en cours de réalisation et sera opérationnel au début de l'année 2017 avec, dès à présent, une soixantaine de membres à son actif, une plate-forme numérique d'échange des bonnes pratiques en matière de sensibilisation des jeunes publics est, enfin, sur le point d'être prochainement lancée pour recenser les initiatives d'ores et déjà menées de par le monde.

L'initiative de France Stratégie nous donne aujourd'hui l'opportunité de poursuivre nos efforts en faveur d'une mobilisation continue de la jeunesse autour de la thématique des changements climatiques.

Une jeunesse engagée est d'abord une jeunesse informée et éduquée aux problématiques du réchauffement global. Dans cet esprit, l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) doit être plus largement mobilisée à tous les stades de la vie, dans l'enseignement primaire, secondaire, supérieur et dans le cadre des formations professionnelles ou des activités de réorientation, voire de réinsertion. Elle doit permettre à chaque jeune de comprendre la réalité du changement climatique, de s'approprier les grands chiffres et les principaux faits stylisés, de saisir les enjeux des négociations en cours et d'appréhender ses moyens d'action personnels. Elle participe aussi à une refonte globale de notre système d'enseignement vers les métiers de demain, ceux de l'économie sobre et circulaire, des énergies vertes et des nouvelles technologies.

Une jeunesse engagée est aussi une jeunesse passionnée et impliquée dans la vie politique locale et nationale. Contre tout esprit de défaitisme, nous voulons redonner aux jeunes l'envie de s'engager, de se passionner pour les débats de tout genre. Il n'existe de déficit démocratique que si nous refusons de réinvestir l'espace public. La lutte contre les changements climatiques, élément transversal de nos quotidiens, est l'affaire de tous et elle peut être le terreau d'un renouveau de l'engagement personnel et politique des jeunes. Les initiatives citoyennes doivent être pleinement encouragées au nom de la poursuite de l'intérêt général et doivent mieux s'articuler avec les politiques publiques en matière de préservation de l'environnement.

Une jeunesse engagée est enfin une jeunesse écoutée et reconnue dans son apport au débat public. A cette fin, il ne s'agit pas seulement d'encourager la participation des jeunes aux concertations publiques, mais il faut consacrer leur place au sein des institutions républicaines. Dans le domaine de l'environnement, de nombreuses institutions peuvent aujourd'hui s'ouvrir davantage à ce public concerné au premier chef par l'avenir de notre planète. Le Commissariat général à l'environnement et au développement durable (CGEDD), la future Agence française de la biodiversité (AfB) ou les Conseils régionaux et départementaux au titre de leurs nouvelles attributions issues de la loi NOTRe d'août 2015, ont tout intérêt à accorder un ou plusieurs sièges à des représentants de la jeunesse, dans une démarche d'écoute et de reconnaissance de la parole citoyenne.

Cette triple démarche d'éducation à l'environnement, d'encouragement à l'engagement citoyen et de consécration officielle de la place des jeunes dans nos institutions démocratiques est la clef de voûte d'une sensibilisation toujours plus large aux problématiques liées aux changements climatiques. Il s'agit ainsi tout à la fois de préserver notre planète, d'encourager l'expression d'une jeunesse trop peu souvent écoutée alors même qu'elle regorge d'idées innovantes, et de donner un nouveau souffle à notre vie politique nationale et locale.